

La biotechnologie est essentielle à la prospérité économique future, comme le pensent aussi les Canadiens!

Le 9 janvier 2009

La crise financière a eu un important impact sur les sociétés de biotechnologie et, par conséquent, sur la poursuite de l'innovation en biotechnologie. Les petites sociétés de biotechnologie financent habituellement leur recherche-développement durant une décennie ou plus grâce à des capitaux d'investissement avant de produire quelque revenu que ce soit. Ces sociétés dépendent grandement du bon fonctionnement des marchés de capitaux et sont particulièrement vulnérables aux crises financières. Quand les marchés du crédit se paralysent, comme cela a été le cas dans les 14 derniers mois, les investisseurs disposent de moins de capitaux à risquer. De plus, les capitaux qui sont risqués le sont dans les options à plus courte échéance et à risque moins élevé. Étant donné que l'investissement en biotechnologie est par nature plus risqué, le secteur vit pratiquement un gel, là où d'autres domaines ne connaissent qu'un ralentissement.

- La somme de nouveaux capitaux obtenus par les sociétés de biotechnologie a diminué de 41 % en 2008 par rapport à 2007 (source : Thomson Reuters).
- En date de décembre 2008, plus de 25 % des entreprises canadiennes de biotechnologie disposent de moins de 6 mois d'encaisse, et plus de 50 % d'entre elles disposent de moins de 12 mois d'encaisse. En ce qui concerne les plus petites sociétés ouvertes, plus de 40 % d'entre elles disposent de moins de 12 mois d'encaisse.
- De septembre 2008 à janvier 2009, le cours des actions en biotechnologie canadienne a baissé en moyenne de 44,7 %, plus d'un tiers de plus que l'indice composé S&P/TSX (en baisse de 32,4 %).
- À la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance seulement, 47 sociétés ont vu leur capitalisation boursière chuter de PLUS de 50 % depuis septembre 2008, et parmi celles-ci, 17 ont chuté de PLUS de 75 %.
- Le financement des PAPE a chuté de 97 %. Il y a eu un seul premier appel public à l'épargne (PAPE) en biotechnologie en 2008, et 5,8 millions \$ ont été obtenus, par rapport à 28 PAPE ayant obtenu 1,7 milliard \$ en 2007 (source : Bloomberg).

Les Canadiens confirment que la biotechnologie est essentielle à leur prospérité économique future

BIOTECanada a commandé un court sondage pour déterminer si les Canadiens considéraient certains secteurs comme plus cruciaux pour les plans canadiens de redressement économique. Les résultats, calculés, puis annoncés le 9 janvier 2009, indiquent clairement un appui extrêmement élevé à l'industrie de la biotechnologie, considérée comme essentielle au redressement économique global du Canada.



- 86 % des participants considèrent que la biotechnologie est un élément important de la prospérité économique future du Canada.
- 81 % des Canadiens soutiennent, de manière générale, l'inclusion d'incitatifs à l'intention de la biotechnologie et de la haute technologie dans les programmes de redressement économique (53 % appuient fermement ces incitatifs, et 28 % les appuient moyennement)
- Les pourcentages d'appui ferme et d'appui moyen sont moins élevés dans d'autres secteurs : 80 % soutiennent, de manière générale, l'aide aux secteurs forestier et minier (45 % d'appui ferme et 35 % d'appui moyen), 68 % soutiennent, de manière générale, l'aide au secteur automobile (36 % d'appui ferme et 32 % d'appui moyen), alors que seuls 45 % soutiennent, de manière générale, l'aide au secteur banquier (21 % d'appui ferme et 25 % d'appui moyen)

Alors que les décideurs canadiens préparent des ensembles de mesures économiques, il est essentiel qu'ils envisagent de soutenir les sociétés de biotechnologie par des politiques à court terme :

1. En permettant aux sociétés de décider de recevoir une avance unique sur leurs pertes autres qu'en capital au lieu de réclamer d'autres dépenses de recherche admissibles et en exigeant que ce remboursement soit consacré à la recherche-développement au cours des deux prochaines années. Ce soutien immédiat devrait viser les petites sociétés ayant des revenus moins élevés que leurs dépenses en R.-D. et avoir un plafond approprié.
2. En mettant en œuvre une exemption sur les gains en capitaux pour tous les nouveaux investissements directs en 2009 et 2010 à l'intention de toutes les sociétés ayant leur siège social au Canada qui investissent dans la recherche en sciences et en technologie au pays.
3. En modifiant le traitement des crédits remboursables du RS&DE afin qu'ils aient un rythme trimestriel plutôt qu'annuel et en permettant à toutes les sociétés qui participent à la recherche-développement au Canada de profiter de la même façon de ce programme (au lieu de continuer à utiliser les critères de 1985 qui restreignent l'admissibilité aux sociétés fermées sous contrôle canadien).

À l'heure actuelle, les marchés sont en réalité fermés pour les sociétés de biotechnologie ouvertes, tant en ce qui concerne les premiers appels publics à l'épargne que les rondes de financement suivantes. Cela signifie que de nombreuses sociétés de biotechnologie – en particulier les petites sociétés ouvertes – sont en situation précaire : elles doivent poursuivre leurs projets de développement, mais sont incapables d'obtenir des fonds supplémentaires des investisseurs.

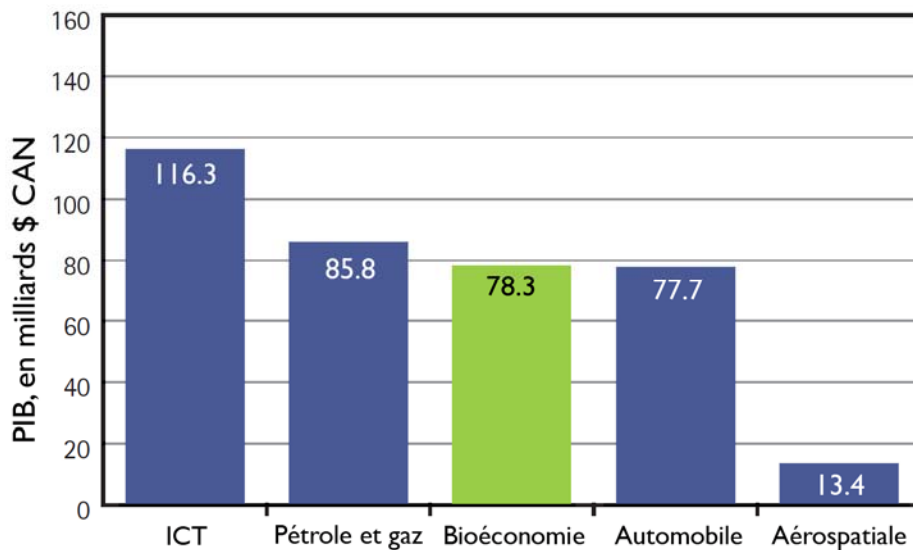
- Près du tiers des 350 sociétés de biotechnologie états-uniennes cotées en bourse pourraient disparaître cette année, car les entreprises qui ne peuvent pas obtenir d'encaisse ferment ou font l'objet de prises de contrôle (source : Burrill).

Les sociétés de biotechnologie du Canada qui mettent au point de nouveaux traitements et produits n'ont aucun revenu et ne peuvent pas indéfiniment reporter l'obtention de capitaux. Si elles n'obtiennent pas de nouveaux fonds, elles seront forcées de réduire leurs effectifs, de mettre à pied des chercheurs, de reporter ou d'annuler des projets de recherche et même de déclarer faillite, et cela a déjà commencé.



En octobre et en novembre 2008, 13 sociétés canadiennes de biotechnologie ont soit arrêté leurs activités, soit fermé leurs portes, parfois en raison de faillites. Des douzaines d'autres ajustent leurs programmes de manière à réduire leur temps d'absorption. Cela les rend vulnérables aux tentatives de prise de contrôle et d'acquisition qui déplaceront la propriété intellectuelle développée au Canada chez des concurrents étrangers.

La bioéconomie canadienne équivaut à l'économie de l'industrie automobile.



Si l'on ne prend pas de mesures dans le budget fédéral 2009 afin d'aider l'industrie canadienne, une perte considérable d'emplois au sein de la main-d'œuvre hautement qualifiée, de même qu'une perte de capital intellectuel et de compétitivité à l'échelle mondiale se produiront probablement.

Il existe des exemples de sociétés qui remettent au placard d'importants projets de recherche afin de conserver leurs ressources. Quelque 115 sociétés canadiennes de biotechnologie actuellement au stade des essais cliniques pour plus de 200 maladies, dont divers cancers, la maladie d'Alzheimer, les maladies du cœur, le diabète, la sclérose en plaques, le sida et l'arthrite, pourraient y être forcées (source : Canadian Lifesciences Database).

La faillite d'un nombre important de sociétés canadiennes de biotechnologie aura un grave impact sur la capacité du Canada de résoudre des problèmes urgents concernant la santé, le réchauffement de la planète, l'environnement, la sécurité énergétique et l'agriculture.

